ACADÉMIES DE CRÉTEIL
PARIS - VERSAILLES
MAISON DES EXAMENS
Service Interacadémique des Examens & Concours

BACCALAURÉAT TECHNOLOGIQUE
HÔTELLERIE- RESTAURATION
SESSION 2010

ÉPREUVE ORALE DE CONTRÔLE

ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET TOURISTIQUE

SUJET N° 9

À partir de vos connaissances et de la documentation fournie en annexe, vous répondrez aux questions suivantes :

1- Définir les termes ou expressions suivants :
- Chômage
- Développement économique
- Crise économique

2- Décrire la notion de cycle économique.

3- Citer les conséquences de la crise économique.

4- Expliquer la phrase soulignée *« Le soulagement de ceux qui, possédant presque tout, auraient beaucoup perdu justifie-t-il ce « la crise est terminée » ? »*

5- Enoncer les principales composantes d'une politique économique.

Annexe :

« Ce qui se profile devant nous, c'est en fait la plus profonde crise économique depuis l'après-guerre »

La crise est finie, ben voyons !

« La crise est terminée! » Pour beaucoup, c'est un immense soulagement qui prévaut. Jusqu'au printemps 2009, la spirale récessive de la crise s'emballait et menaçait d'emporter dans son sillage tous ceux qui s'estimaient à l'abri des grands aléas de la vie économique, par leur patrimoine humain, financier ou social. L'intervention conjointe des gouvernements des pays développés, la mobilisation de sommes fantastiques apportées en garantie du système bancaire et le creusement des déficits publics ont permis de freiner un enchaînement spectaculaire qui combinait à la logique de la crise de 1929 la vitesse à laquelle l'information et les décisions se propagent dans l'économie globalisée du XXIe siècle. Le soulagement de ceux qui, possédant presque tout, auraient beaucoup perdu justifie-t-il ce « la crise est terminée » ?

Non, et ce diagnostic est indécent et faux. Quelques indices: le chômage a augmenté de plus de 2 points, sa récente stabilisation n'est due qu'aux nouveaux contrats de transition professionnels, antichambre du chômage. Les nouveaux allocataires, inscrits depuis le milieu de l'année 2008, voient arriver la fin de leurs droits en 2010. De nombreuses entreprises qui ont plus réduit leur activité que leur main-d'oeuvre accumulent les pertes et s'approchent de la cessation de paiement à grands pas. Les institutions financières (assureurs, banques), dont les comptes marqués par une perte de richesse de plus de 1000 milliards d'euros que les Français subissent encore aujourd'hui malgré le rebond des marchés financiers, cachent mal sous leur arrogance des perspectives sombres.

Au total, c'est une réduction de l'activité de plus de 3 points par rapport au premier trimestre 2008. Une facture matérialisée par la hausse de la dette publique, qui devrait atteindre presque 500 milliards d'euros supplémentaires à la fin de l'année 2010. Ce qui se profile devant nous, c'est en fait la plus profonde crise économique depuis l'après-guerre. Elle demande de mobiliser des moyens sans précédent, à la fois pour relancer l'économie, coordonner les plans d'action entre pays développés, subvenir aux besoins urgents des victimes directes et indirectes de l'effondrement bancaire et financier. Elle demande de revoir en profondeur les règles de fonctionnement de nos économies pour mettre fin à ces mécaniques injustes qui alimentent l'instabilité du capitalisme globalisé. Elle exige de répartir le plus justement possible les lourdes conséquences financières du désastre. Mais ce vaste programme risque fort d'en faire reculer plus d'un, par le bouleversement et le courage qu'il implique. Et chacun de se contenter d'un égoïste ou incantatoire « la crise est terminée ».

Alternatives économiques n° 287
Janvier 2010